



Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°269 - 20/07/2018



CONJONCTURE & MACROECONOMIE

BURKINA FASO

La France octroie une aide budgétaire de 10 millions d'euros

La convention d'aide budgétaire globale pour l'année 2018 d'un montant de 10 MEUR sera portée par l'AFD. Une tranche de 4 MEUR sera affectée au financement des bourses scolaires du post-primaire et du secondaire et à l'acquisition et à l'impression de manuels scolaires. Les 6 MEUR restants seront mis à la disposition des autorités pour le financement de leurs dépenses prioritaires. Le décaissement de ce financement aura lieu d'ici septembre 2018.

Bilan et perspectives de l'exploitation minière industrielle au Burkina Faso

Selon le ministre burkinabè des Mines et des Carrières, la stabilité du cours de l'or et l'entrée en production des mines de Houndé et de Nétiana ont contribué à accroître la production d'or qui est passée de 38,5 tonnes en 2016 à 46 tonnes en 2017. Le pays compte ainsi 12 mines en exploitation dont 11 mines d'or et une mine de zinc. La part du secteur dans le PIB est passée de 9% en 2016 à 11,4% en 2017. Les recettes d'exportation du secteur ont atteint 1 308 Mds FCFA (2 Mds EUR) en 2017, contre 1 023 Mds FCFA (1,5 Mds EUR) en 2016. Enfin, le nombre d'emplois créés dans le secteur est passé de 6 700 en 2016 à 9 200 en 2017.

GUINEE

Augmentation du prix de l'essence

Depuis le 1^{er} juillet, le prix du litre unifié d'essence et de gasoil qui était vendu à la pompe à 8 000 GNF est fixé à 10 000 GNF, soit une augmentation de 25 %. Selon un communiqué du gouvernement, le prix à la pompe s'alignerait sur l'évolution du cours du baril, les subventions engendrant un coût élevé pour l'Etat. La hausse a provoqué une forte mobilisation syndicale et de la société civile paralysant la ville de Conakry autour de journées « ville morte ». En compensation, le gouvernement a remis en circulation le train chinois « Conakry Express » acquis en 2008, jusqu'ici arrêté à cause des arriérés de paiement dus à la partie chinoise. Une quarantaine de bus sur les cinquante offerts par la Turquie ont été mis en circulation.

NIGER

Baisse de l'acompte de l'impôt perçu sur les plus-values de cessions immobilières

Le Directeur général des Impôts au sein du ministère des finances du Niger a annoncé que la loi de finances rectificative pour l'année 2018, en instance de promulgation, a revu à la baisse les tarifs de l'acompte perçu au titre de l'impôt sur les plus-values de cessions immobilières. Cet acompte constituant un minimum de perception est prélevé à l'occasion de l'établissement des certificats de ventes d'immeubles par les notaires, les agents d'affaires et autres officiers ministériels habilités. Les montants n'ont cependant pas été précisés.

BENIN

Lancement d'un appel d'offres pour l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié

Le ministère de l'énergie a lancé un appel d'offre pour un projet de fourniture de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'ordre de 15 à 25 millions de *British Thermal Unit* (BTU) par an, sur une base d'exclusivité pendant une durée de 15 ans. L'opérateur retenu mettra en œuvre le financement, la construction et l'exploitation d'infrastructures d'amarrage et de connexion, en fournissant une infrastructure de stockage et de regazéification du GNL. Un accord-cadre et un contrat d'achat de gaz seront signés entre le candidat attributaire, l'Etat et la Société Béninoise d'énergie électrique. Les offres sont attendues pour le 28 septembre prochain.

Mise en exploitation des postes de contrôles douaniers juxtaposés de Malanville

Les postes de contrôle douanier juxtaposés (PCJ) de Malanville, à la frontière entre le Bénin et le Niger au niveau du district de Konbo sur la RN7, ont officiellement été mis en exploitation par la Commission de l'UEMOA. Ce PCJ qui s'étend sur 9 ha fait partie des trois premiers que le Conseil des ministres de l'UEMOA a retenus à titre pilote pour son programme de construction de PCJ au niveau des principaux corridors de l'espace communautaire. Ce programme d'un coût global de près de 11 Mds FCFA (16,8 MEUR) est financé par l'UE et comptera 11 PCJ.

BURKINA FASO

Présentation de la Maison de la jeunesse et de l'innovation (MJ)

Concrétisation de la promesse du président Emmanuel Macron lors de sa visite le 28 novembre dernier à Ouagadougou, « la Ruche » réunira à terme trois opérateurs que sont : Campus France, France Volontaires et l'Institut de recherche pour le développement (IRD). La MJ se veut un lieu d'échanges pour rassembler les initiatives et les acteurs innovants du pays, mobiliser des experts, favoriser l'accès au financement et contribuer à la réussite des projets novateurs. Située sur le site de l'ancienne paierie de France, cette maison comprendra notamment une salle de réunions et de créativité, une terrasse avec cafétéria, un jardin et une cour pour accueillir des événements, un accès internet haut débit grâce à un partenariat avec Orange. Ce lieu sera également ouvert aux entreprises, sponsors potentiels en recherche de visibilité, de conseils ou d'espace de travail.

Inauguration d'infrastructures majeures du haut débit

Dans le cadre du Programme régional d'infrastructures de communication pour l'Afrique occidentale (PRICAO), le Premier ministre burkinabè Paul Kaba Thiéba a inauguré trois infrastructures majeures du haut débit, à savoir : le point d'atterrissage virtuel qui permet d'apporter de la capacité internationale depuis les câbles sous-marins jusqu'à Ouagadougou et de la redistribuer aux opérateurs nationaux, une liaison de fibre optique de plus de 300 km depuis Ouagadougou jusqu'à la frontière du Ghana en passant par Manga et Pô, avec une bretelle vers Bagré Pole, et enfin le point d'échange Internet dont l'objectif est d'améliorer et de faciliter les échanges de trafic et l'accès au contenu local.

COTE D'IVOIRE

Un don de 13 Mds FCFA (24,1 MUSD) du Partenariat mondial de l'éducation (PME)

Selon la Banque mondiale, agent partenaire du PME pour ce financement, ce don devrait contribuer à l'atteinte de l'objectif de la Côte d'Ivoire de mettre les établissements préscolaires communautaires ruraux en conformité avec des normes de qualité minimales, d'augmenter le nombre d'élèves en 2e année obtenant des « scores moyens ou élevés » en lecture et en mathématiques et d'augmenter le nombre d'enseignants appliquant de nouvelles pratiques pédagogiques plus efficaces. Depuis qu'elle a rejoint le PME en 2010, la Côte d'Ivoire a reçu des financements d'un montant total de 41,8 MUSD.

Orange lance une carte Visa

Le lancement de cette carte illustre l'ambition d'Orange de faire du mobile Banking un de ses pôles majeur d'activité dans la région. Cette carte, lancée en partenariat avec la Banque Atlantique (filiale ivoirienne du groupe marocain Banque centrale populaire) peut être acquise par tous les détenteurs de comptes Orange money âgés de plus de 21 ans. Avec cette carte, les 6,2 millions d'abonnés au mobile money de l'opérateur pourront réaliser des transactions sur les terminaux de paiements électroniques et sur le réseau de distributeurs automatiques de billets (DAB) de la Banque Atlantique. Les transactions journalières du service mobile money d'Orange sont estimées à 13 milliards de francs CFA sur un volume total de 93,5 milliards de F CFA d'échanges en monnaies électroniques. Les opérations via les réseaux des autres banques sont possibles mais soumis à des frais plus importants. Orange est le leader du marché, avec 49% de parts contre 31 % pour son concurrent sud-africain MTN et 20 % pour le marocain Moov.

NIGER

Démarrage des activités de Sotraco-Niger

Constituée en septembre 2016, la Société de transformation et de commercialisation de l'Oignon (Sotraco-Niger) devrait démarrer prochainement son activité. Cette structure au capital social de 100 MFCFA (152 500 EUR) a pour objectifs, la collecte, le stockage, la transformation, et la commercialisation (au Niger et au niveau international) des oignons. La filière oignon au Niger a actuellement une capacité annuelle de production estimée à plus de 700 000 tonnes. Sotraco-Niger envisage de travailler avec 4 000 producteurs d'oignon qui seront eux-mêmes actionnaires. Le siège de cette nouvelle structure est situé à Madaoua, dans la région de Tahoua, au centre sud du Niger.

TOGO

Signature d'une convention UE/FMI en faveur d'une meilleure gestion des finances publiques

La convention porte sur un projet d'assistance technique financé par l'UE et mis en œuvre par le FMI. Le projet vise à améliorer la préparation du budget, la qualité des données budgétaires et à renforcer la gestion de la trésorerie et de la dette publique au moyen notamment de renforcement des capacités. Le renforcement de capacité permettra également d'appuyer le programme FMI en cours (Facilité élargie de crédit – 2017-2019). A noter, que ni le montant du projet, ni la nature du soutien financier (don/prêt) n'ont été encore précisés.

EVENEMENTS

BURKINA FASO

4^e commission mixte Burkina Faso-Inde

La 4^e commission mixte entre le Burkina Faso et l'Inde s'est tenue le 12 juillet 2018 à Ouagadougou. Elle a porté sur la signature d'accords pour les projets déjà existants, et la définition de nouvelles orientations pour la coopération dans différents domaines : agriculture, sécurité, santé, technologie. Au nombre des projets importants, on trouve les logements sociaux, l'acquisition de la 2^e phase de bus au profit des étudiants et des populations, l'énergie solaire à petite et grande échelles pour le pompage de l'eau potable et l'irrigation. L'Inde a pour projet la réouverture de son ambassade à Ouagadougou d'ici la fin de l'année et annonce également la construction d'un palais des Congrès.

GAMBIE

Remaniement ministériel

Le Président Adama Barrow a procédé à un remaniement ministériel. Neuf nouveaux ministres ont prêté serment le 10 juillet, parmi lesquels M. Mamburay Njie, Ministre des Finances, et M. Amadou Sanneh, qui passe du ministère des Finances à celui du Commerce. C'est le premier remaniement de cette ampleur depuis la transition politique de février 2017.

Visite du Président du parlement européen du 17 au 18 juillet 2018

Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, a conduit à Niamey, les 17 et 18 juillet 2018, une mission de diplomatie économique avec des représentants d'une trentaine d'entreprises européennes, des experts en recherche et innovation et des organisations internationales, dont la FAO. La mission s'articule autour de quatre axes : coopération au niveau politique, développement de l'entrepreneuriat, recherche, innovation et transfert technologique, coopération internationale. M. Tajani a notamment été reçu par le président du Niger, Mahamadou Issoufou, le président de l'Assemblée nationale du Niger et le Premier ministre, avec lesquels il a abordé les questions de la sécurité, du contrôle aux frontières et de la gestion des flux migratoires.

Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou copiés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à abidjan@dgtr-sor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

Indicateurs Pays (2017)	Bénin	B. Faso	Cap-V.	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	0,5	25	2	13	2	19	4	19	16	8	110,3	1 033
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	114,2	1 529,1
<i>PIB / hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	1 035	1 480
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	6,5	2,6
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	1,5	11
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	-5	-5
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	46	45
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	16	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	-3	-1
<i>Exportations françaises vers² (M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	3 404	13 457
<i>Importations françaises depuis³ (M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	1247	9211
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	-6	-3
Aspects qualitatifs														
<i>IDH⁴</i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business⁵</i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI (WEO ; article IV ; revues programme) sauf indications contraires.

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map - 2016

³ Trade Map - 2016

⁴ PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque